



Signataires : Philippe de Rougemont, Julien Nicolet-dit-Félix, Dilara Bayrak, Cédric Jeanneret, Yves de Matteis, Clarisse Di Rosa, Pierre Eckert, Sophie Bobillier

Date de dépôt : 2 juin 2026

Proposition de motion

IA : trions les besoins utiles des besoins futiles avec une assemblée citoyenne

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- les demandes de raccordement au réseau d'électricité pour des projets de centre de données informatiques (datacenters) équivalant à la consommation de tout le canton ;
- l'impossibilité pour les Services industriels de répondre à cette demande supplémentaire ;
- le sous-dimensionnement du réseau d'électricité en place pour pouvoir acheminer les quantités d'électricité indispensables pour alimenter les projets de datacenters ;
- le rôle prépondérant de l'IA dans l'explosion de la demande d'électricité par les datacenters¹ ;
- les décisions démocratiquement prises à l'échelle cantonale et fédérale à maintes reprises² pour décarboner des usages (chauffages et transports) en les électrifiant, en maîtrisant les consommations (isolation des bâtis, programmes éco21, réseau cyclable et transports publics) et en faisant croître la production d'énergie renouvelable locale ;

¹ <https://www.ica.org/reports/energy-and-ai/energy-demand-from-ai>

² Plan directeur cantonal de l'énergie 2020-2030, stratégie énergétique 2050 de la Confédération, loi fédérale sur l'électricité, notamment.

- l'absence de discussion citoyenne et encore moins de choix démocratiques effectués pour développer des dispositifs d'IA et leurs datacenters ;
- le risque d'accaparement des ressources en électricité pour alimenter les datacenters ;
- l'absence actuelle de visibilité sur la part relative des usages futiles ou utiles de l'IA ;
- le besoin de mettre en place un espace de discussion permettant à la population d'évaluer ses besoins et priorités en ressources informatiques tout en les mettant en balance avec leur poids énergétique et les objectifs décidés de décarbonation ;
- la nécessité pour la population d'être directement impliquée dans les décisions qui la concernent et qui concerneront les générations à venir ;
- l'expérience, positive, effectuée avec des assemblées citoyennes en Suisse, à Neuchâtel, Sion et Zurich par exemple ;
- l'expérience genevoise d'une assemblée citoyenne à l'échelle cantonale en 2020 pour traiter des questions territoriales dans le cadre du « Forum citoyen »³,

invite le Conseil d'Etat

- à mettre sur pied une assemblée citoyenne représentative de la population selon des critères sociodémographiques usuels⁴, dédiée au sujet de l'IA ;
- à donner comme tâche à l'assemblée de faire une évaluation des différents usages de l'IA par la population et les entreprises, ainsi que les mettre en regard avec les impacts en termes de consommation d'énergie ;
- à obtenir de l'assemblée, sous forme de recommandations, une liste d'usages de l'IA identifiés comme étant socialement positifs, tels que dans le domaine de la médecine pour donner un exemple ;
- à publier la sélection des usages jugés socialement utiles permettant en cas de restrictions à l'avenir de sélectionner les infrastructures qui pourront être alimentées en électricité ;
- parallèlement, à étudier les possibilités de favoriser des IA frugales.

³ <https://forumcitoyen.ch/>

⁴ Genre, classe d'âge, catégorie socioprofessionnelle, répartition géographique.

EXPOSÉ DES MOTIFS

En mars 2026, un sondage de l'institut d'études de marché Innofact a montré que 76% des Suisses et Suissesses utilisent l'IA au quotidien contre 62,4% en 2025. Une hausse de l'utilisation est donc observable et cela risque de continuer⁵. En 2021, une analyse a été faite à Genève quant à l'impact de l'IA sur l'économie genevoise et la moitié des PME genevoises sondées ont adopté l'IA⁶.

Les centres de données sont énergivores et font une utilisation importante d'eau pour refroidir ces infrastructures. La chaleur fatale ne peut être valorisée que pendant les mois d'hiver, que dans les datacenters conçus dès l'origine pour cette valorisation. Il faut ajouter à cela qu'ils demandent une extraction de métaux et minéraux critiques provenant de mines polluantes dans le Sud global. Le plus critique chez nous est la consommation faramineuse d'électricité par ces centres. Aujourd'hui, nous sommes placés devant un choix : poursuivre la fourniture d'électricité aux ménages et entreprises du canton, alimenter les futurs réseaux thermiques structurants, les pompes à chaleur et l'électrification des transports... ou raccorder des datacenters supplémentaires que l'usage débridé de l'IA rend indispensables. La réflexion doit être menée indépendamment du fait que l'énergie thermique dégagée par ces centres puisse être récupérée.

Accumulées, ces informations doivent être réfléchies et analysées par et pour les la population⁷.

Plusieurs enjeux socio-économiques émergent également, tels que des enjeux de renforcement des inégalités, des enjeux de sécurisation des données ou encore des enjeux de propriété intellectuelle, d'atrophie cognitive, de perte de valeur de la main-d'œuvre locale, de chômage accru ainsi que d'intégrité académique⁸.

Malgré ces nombreuses interrogations, le développement fulgurant de l'IA se fait sans discussion démocratique. Une réflexion non partisane mais

⁵ <https://www.rts.ch/info/sciences-tech/2026/article/plus-de-75-de-la-populationsuisse-utilise-des-outils-d-ia-au-quotidien-29201872.html>

⁶ <https://www.ge.ch/document/analyse-impact-ia-economie-genevoise>

⁷ IA : un outil utile, mais très polluant selon l'ONU, 22 janvier 2026, <https://www.notre-environnement.gouv.fr/actualites/breves/article/ia-un-outil-utile-mais-tres-polluant-selon-l-onu>, consulté le 27 mai

⁸ https://my.hetsl.ch/fileadmin/my-eesp/csen/ressources/L_IA_GENERATIVE_A_L_EPREUVE_DES_ENJEUX_ETHIQUES_ET_SOCIAUX.pdf

plutôt citoyenne s'impose pour que notre canton se saisisse du sujet. C'est pour cela que nous proposons la mise en place d'une assemblée citoyenne.

Les assemblées citoyennes sont des outils permettant une représentativité de la population. Par le tirage au sort, la création d'un échantillon représentatif donne la possibilité aux habitantes et habitants de s'informer par le biais d'auditions et de prendre une part active au débat.

Des assemblées citoyennes ont déjà été créées sur le territoire suisse. Elles ont toutes complété leur mandat avec succès. Nous pouvons notamment citer l'exemple de l'assemblée citoyenne nationale sur le thème de l'augmentation des coûts de la santé⁹. Des idées de réformes ont pu être envoyées aux instances politiques sous la forme de propositions. Les instances politiques gardant la main sur les décisions effectives.

Ce type de délibération et de formulation d'idées, nouveau quoique déjà expérimenté depuis les années 1970¹⁰, présente des avantages particulièrement intéressants lorsqu'une collectivité est confrontée à une nouvelle technologie, parce qu'il ne s'agit pas de dire « oui » ou « non », mais, dans le cas de l'IA, de trier les usages.

Considérant ces motifs, nous pensons qu'une assemblée citoyenne est nécessaire pour penser ensemble un des défis du siècle : l'IA. Un travail préalable par une assemblée citoyenne facilitera au Grand Conseil le travail de légiférer en meilleure connaissance de cause.

⁹ <https://www.pnyx25.uzh.ch/fr.html>

¹⁰ <https://journals.openedition.org/chrhc/27090>